

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CGE : le bureau renvoyé à l'exercice de ses fonctions



Photo: DR

Le nouveau bureau du CGE lors de leur prestation de serment

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

SOIXANTE-DOUZE heures (72 heures) après l'élection de Michel-Stéphane Bonda à la tête du Centre gabonais des élections (CGE), la nouvelle tête de proue de cette institution et ses six collègues, un collège composé à parité entre membres de la Majorité et de l'Opposition, ont prêté serment hier devant les "neuf sages" de la Cour constitutionnelle. En présence de Lambert-Noël Matha, ministre d'État, ministre de l'Intérieur.

"Je jure d'accomplir les devoirs de ma charge avec probité, impartialité, de respecter et de faire respecter la loi électorale ; le suffrage universel, la démocratie pluraliste et de m'astreindre au secret des délibérations auquel

j'aurais pris part dans l'exercice de mes fonctions. Je le jure". Tel est le serment prononcé, à tour de rôle par les acteurs en charge de l'organisation des élections générales à venir.

Par la suite, la présidente de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo a prodigué des conseils ô combien pertinents à l'équipe de Michel-Stéphane Bonda. "Vous qui venez de prêter serment devant le peuple gabonais (...) êtes dorénavant à la commande de la chose électorale", a-t-elle lancé. Non sans souligner l'importance des scrutins à venir mais surtout la particularité de ladite année électorale. Avant d'indiquer : "Votre aventure démarre au sortir de cette salle. Vous sentirez le poids de la responsabilité de l'organisation des élections que tout le monde souhaite apaisées."

Occasion pour la présidente de séance d'exhorter la nouvelle équipe au respect scrupuleux du Code électorale et la Loi fondamentale (Ndlr : sur les questions relatives au déroulement des élections) . "Le Code électorale ne se trouve pas dans les réseaux sociaux", a-t-elle martelé. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le bureau du CGE n'a droit à aucun round d'observation. D'autant que la révision de la liste électorale et la conception du calendrier électorale sont désormais des prérogatives du CGE.

Après cette audience solennelle le ministre de l'Intérieur a supervisé en personne la passation des charges entre le président sortant, Moïse Bibalou Koumba, et son successeur dans les locaux du CGE sis à la cité de la Démocratie. Nous y reviendrons.

Éloi Nzondo : "Personne ne peut faire gagner le chef de l'État seul"

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

APRÈS quatre (4) années d'absence due à des fonctions administratives (gouverneur de la province du Haut-Ogooué), le secrétaire général adjoint 3 du Parti démocratique gabonais (PDG) Éloi Nzondo, a fait samedi dernier son come-back dans le 3^e arrondissement de Libreville. En présence du Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, de plusieurs membres du gouvernement et de sa base politique, Éloi Nzondo en a profité pour inaugurer sa "permanence politique" installée à Petit-Paris. Dans son discours aux allures de prêche, il a remercié tous et chacun. Avant de préciser à ceux qui l'ignorent ou ont tendance à l'oublier, que personne ne peut faire gagner le président seul, mais "nous tous ensemble". Fai-

sant allusion au prochain scrutin présidentiel, M. Nzondo a déclaré : " La bataille de la présidentielle qui s'annonce sera difficile et rude. Nous avons besoin de tous les doigts de la main."

Si Éloi Nzondo exprime sa reconnaissance à ses soutiens qui l'aident à braver les coups politiques dont il est l'objet, à ses pourfendeurs, il a un message : " Ce n'est pas en voulant tuer les autres au passage qu'on évolue. La position que vous avez ne vous permet pas d'écraser les autres..." Et l'homme de promettre de porter à la connaissance de la hiérarchie les besoins du 3^e arrondissement.

Et Bilie-By-Nze de dire à son "cadet" être fier de lui. Rappelant ensuite à chacun que le Gabon appartient à tous. Et pour le bâtir, il y a 3 piliers : " le patriotisme, le pragmatisme, la proximité". Une proximité que pratique avec succès Éloi Nzondo, a-t-il souligné.



Photo: Jocelyn Abila

Le Premier ministre, Alain Claude Bilie-By-Nze était présent lors de la rentrée politique d'Éloi Nzondo.

Miroir du gouvernement

Changement de paradigme

QU'attendre de la rencontre qu'a présidée, vendredi dernier, le chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, avec les hauts cadres de l'administration publique ? Si ce n'est qu'elle soit véritablement comme il l'a souhaité, génératrice d'un changement de paradigme. Tant à la suite des maux qu'il a, à juste titre, dénoncés, les récriminations des usagers sont nombreuses à l'égard du service public. Où de nombreux agents semblent avoir perdu le sens et la dimension de leurs charges.

L'impartialité, la neutralité, le don de soi, l'abnégation, l'amour du travail bien fait, etc., ne semblent plus être, en effet, les vertus les mieux partagées quotidiennement par les agents publics. Ce qui déteint, par ailleurs, grandement,

sur leur efficacité. Une situation qui, au demeurant, ne saurait perdurer. Tant elle est à rebours de l'ambition affichée par les plus hautes autorités de la République. Pour ainsi dire, notre pays ne saurait plus se satisfaire de tels comportements. D'autant plus que l'administration est le bras séculier sur lequel repose l'action gouvernementale. Et en l'absence duquel, tout développement est difficilement réalisable.

D'où, a indiqué le chef du gouvernement, la nécessité que les agents publics, à quelque niveau que ce soit, assument le poids de leurs charges respectives avec abnégation, dévouement et professionnalisme. Histoire, a-t-il précisé, "de rendre au service public ses lettres de noblesse, sa

capacité à répondre de façon efficace et prompte aux besoins quotidiens des populations".

Au regard de certaines pesanteurs, cela ne sera sans doute pas une œuvre facile. Il incombe donc aux secrétaires généraux, inspecteurs généraux, directeurs de cabinet, directeurs généraux et conseillers de s'approprier véritablement cette dynamique impulsée par le chef de l'administration. À eux de faire en sorte que leurs collaborateurs rament dans la même direction que le gouvernement. Toute autre issue ne serait que préjudiciable à l'intérêt collectif.

J.KOMBILE MOUSSAVOU